

[Text]

Mr. Demelt: No, that is absolutely right, but the Indian Brotherhood is not doing it. You cannot tell me one program that the Indian Brotherhood has come up with to help the Indians help themselves. There are all kinds of things that they could be doing here, dozens of things, but they have not. They say at Fort Rae, there is no use the Indians trapping because the Hudson Bay Company is not paying anything for fur. They could have taken \$10,000 out of this \$300,000 they had and set up their own fur buyer there that would advance money on furs, and send them out and look after the Indians.

We have a big fishing industry here but practically all the fishermen come in from outside: they had not set up a fish barge out on the lakes to organize the Indians fishing. Just about every dollar profit of our tourist camps in the North here goes outside, into the States. They have not encouraged any of the Indians to set up a fish co-operative, a tourist camp, or anything.

I could go on and on: there are dozens of things. The only thing that they have come up with is: "The white man owes us a living and we are going to collect it".

Mr. Watson: I did not see any sign of that at this Brotherhood headquarters this afternoon. I think, though, that really we are in agreement, although we perhaps are not in agreement on what is likely to occur and exactly how it should occur.

It would seem to me, Mr. Demelt, that if we tell the Indian people what they have to do in order to avoid mistakes then we are repeating the same mistakes that governments have been making over the past number of years. It is up to the Brotherhood and the local Indian people to decide for themselves what projects they are going to enter into, what trapping decisions they are going to make and what fishing decisions they are going to make. This is what I understand this encouragement of the Indian associations by the federal government, with money, is all about.

That is all I have to say.

Mr. Demelt: Did you read the report in the *Edmonton Journal* that Mr. Joe Mercredi made after he came up and consulted with the Territorial Brotherhood?

Mr. Watson: No.

Mr. Demelt: He said he was disgusted with the Indian Brotherhood in the Territories, that they were just playing politics, that they did not have the interest of the Indian at heart; and I think you missed one part of my talk—I maintain the Indian Brotherhood represents less than 5 per cent of the Indians in the Territories. I could be wrong and maybe it is 15; but I have talked to an awful lot of the Indians and I have not seen any of them supporting the Brotherhood except the actual Brotherhood members.

The Joint Chairman (Mr. MacGuigan): The other questioner for the committee is Mr. Len Marchand, member of Parliament for Kamloops-Cariboo in British Columbia.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Watson has covered a number of the points that I wanted to cover.

I suppose, Mr. Demelt, I could get into quite a debate with you on a number of the points that you raised but I will not; that is not the purpose of the meeting here tonight. I do not agree with a lot of the premises that you have but it is your right, in a democracy, to express your views. Really, I did not know that the Indians were dis-

[Interpretation]

M. Demelt: Non, c'est très bien, mais ce n'est pas ce que fait l'Indian Brotherhood. Vous ne pouvez me citer un programme qu'a présenté l'Indian Brotherhood pour venir en aide aux Indiens. Ils n'ont rien fait. Ce qu'ils apporteraient n'est pas utile que les Indiens fassent du piaillage car la compagnie de la Baie d'Hudson ne verse rien pour les fourrures. Ils auraient pu prendre 10,000 dollars de ces 300,000 dollars qu'ils avaient et établir leur propre acheteur de fourrure qui avancerait l'argent au sujet des fourrures et l'envoyer s'occuper des Indiens.

Nous avons une grande industrie de la pêche là mais pratiquement tous les pêcheurs viennent de l'extérieur; ils n'ont pas établi de chalant de pêche sur les lacs pour organiser la pêche chez les Indiens. A peu près tout l'argent qui vient du tourisme dans le nord s'en va à l'extérieur vers les États-Unis. Cela n'a pas encouragé les Indiens à établir une coopérative de pêche, un cap de tourisme ou quelque chose.

Je pourrais continuer: il y a des douzaines de choses à dire mais la seule chose qu'ils ont présenté: c'est de dire: «Les Blancs doivent s'occuper de nous et nous allons en profiter».

M. Watson: Je n'ai remarqué de ce genre au bureau central de la Brotherhood cet après-midi. Je pense cependant que nous sommes d'accord en fait bien que nous ne soyons pas tout à fait d'accord peut-être sur ce qui pourrait se produire et sur la façon dont ceci pourrait se produire.

Il me semblerait, monsieur Demelt, que si nous disons aux Indiens ce qu'ils doivent faire afin d'éviter des erreurs alors nous répétons ces mêmes erreurs que les gouvernements ont fait dans le passé. C'est à la Brotherhood et aux Indiens sur place de décider pour eux quels sont les projets qu'ils vont poursuivre, quelles sont les décisions dans le piaillage qu'ils vont prendre et qu'elles sont les décisions au point de vue pêche qu'ils vont prendre. Je crois que c'est là la façon dont le gouvernement fédéral veut encourager avec de l'argent ces associations indiennes.

C'est tout ce que j'ai à dire.

M. Demelt: Est-ce que vous avez lu le rapport dans l'*Edmonton Journal* indiquant ce qu'a déclaré M. Joe Mercredi après qu'il a consulté la Brotherhood des Territoires?

M. Watson: Non.

M. Demelt: Il a dit qu'il était dégoûté de cette Brotherhood et qu'elle faisait de la politique et qu'elle ne s'occupait de l'intérêt des Indiens; et je crois que vous avez manqué une partie de ce que j'ai dit, je maintiens que Indian Brotherhood représente moins de 5 p. 100 des Indiens dans les territoires. Je peux me montrer peut-être qu'il s'agit de 15 p. 100 et j'ai parlé à beaucoup d'indiens et je n'en ai pas trouvé qui étaient en faveur de cette Brotherhood à part ceux qui étaient membres à l'heure actuelle.

Le coprésident (M. MacGuigan): L'autre personne qui posera des questions pour le compte du comité c'est M. Len Marchand, député pour Kamloops-Cariboo en Colombie-Britannique.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Merci beaucoup, monsieur le président. M. Watson a déjà parlé d'un certain nombre de questions que je voulais exposer.

Je suppose, monsieur Demelt, que je pourrais entrer dans une discussion au sujet d'un certain nombre de questions que vous avez soulevé mais je ne le ferais pas, ce n'est pas l'objectif de la réunion de ce soir. Je ne suis pas d'accord avec bien des hypothèses que vous avez émises; c'est votre droit de le faire; c'est une démocratie ici. Je ne